



RAPPORT DE LA VISITE RÉALISÉE AU NIGERIA

du 23 au 30 septembre 2018

Vanessa SIMONI

Cheffe de projet du Pôle TEH, Le Bus des Femmes, Paris

Elodie APARD

Directrice de l'IFRA Nigeria, Ibadan

Objectif

Dans le cadre d'une table ronde organisée par l'Ambassade de France au Nigéria, en partenariat avec l'Institut Français de recherche (IFRA-Nigéria), l'Association Le Bus des femmes, représentée par Vanessa Simoni, s'est rendue à Benin-City. Cette visite avait pour objectif de réunir les ONG spécialisées dans la lutte contre la Traite des Etres Humains et de réaliser un diagnostic partagé du contexte postérieur à la déclaration de l'Oba de Benin du 8 mars 2018. Il s'agissait notamment, pour les acteurs associatifs et sociaux, d'évaluer les effets de cette déclaration et de s'interroger sur les développements futurs, auxquels les ONGs pourraient se préparer.

Contexte

Depuis la fin des années 90, la traite nigériane est un phénomène exponentiel en Europe. Des milliers de femmes, principalement recrutées dans l'état d'Edo et sa capitale Benin City, sont transférées en Europe dans le cadre d'accords passés avec des membres de la diaspora et de leur famille au pays. Engagées à leur reverser plusieurs dizaines de milliers d'euros une fois en Europe, elles ont largement investi la prostitution de rue des moyennes et grandes villes d'Europe de l'ouest, favorisant le développement et la structuration d'organisations criminelles transnationales.

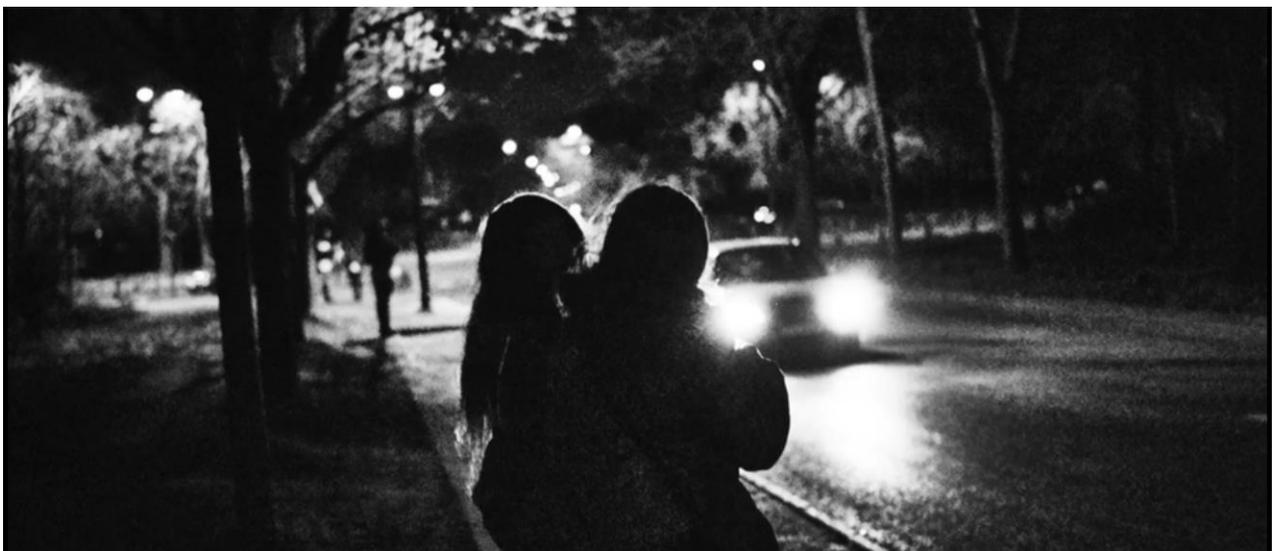
Dans l'objectif de s'assurer que ces femmes respectent leur engagement à payer de telles sommes une fois en Europe, ces accords sont généralement garantis par le droit coutumier de l'Etat d'Edo, lors de cérémonies organisées avant le départ, au cours desquelles ces femmes prêtent serment (*Oath taking*) devant des prêtre(sse)s de temples dédiés à des divinités locales. Jouant à la fois des rôles de notaires et de recouvreur de dettes, ces acteurs jouent un rôle essentiel qui s'est par ailleurs considérablement développé ces vingt dernières années. Les « *Chief Priests* » ont en effet su se rendre indispensables au bon fonctionnement des réseaux de traite, notamment pour empêcher les femmes de s'enfuir ou de

parler aux services de police au risque de représailles spirituelles, matérielles, physiques et sociales orchestrées par leurs soins. Parmi eux, les prêtres et prêtresses des temples de Benin City dédiés à la déesse Ayelala dominent largement ce marché des « *oath taking ceremonies* ».

En 2015, dans le cadre de la crise migratoire, la conjoncture entre la récession économique au Nigeria et l'essor du trafic de migrants en Libye donne une ampleur inédite au phénomène. Les faibles coûts de ces réseaux clandestins encouragent de nombreuses femmes nigérianes en mal d'intégration à faire venir des compatriotes sur leur place de trottoir, alors que les familles de l'Etat d'Edo poussent leurs filles de plus en plus jeunes vers l'émigration. Entre 2015 et 2016, plus de 16.000 femmes nigérianes sont ainsi secourues en Mer Méditerranée¹, représentant le groupe de femmes le plus important parmi les migrants. Si certaines sont tout de suite prises en charge par les autorités italiennes, une majorité se déploie sur l'Europe de l'ouest pour rejoindre celles et ceux qui les ont fait venir et s'acquitter du paiement de leur dette.

Dans le même temps, à Paris, le nombre de femmes nigérianes explose dans le XVIII^e arrondissement et au bois de Vincennes², leur nombre dans les locaux de l'association est multiplié par 2 sur les années suivantes³ et 85 mineures sont placées sous la protection de l'Aide Sociale à l'Enfance de Paris.

Fin 2017, la pression de la communauté internationale sur les autorités nigérianes est à son comble alors que les médias révèlent l'existence de ventes aux enchères de migrants subsahariens en Libye.



Bois de Vincennes, Paris, 2016

¹ 16.732 femmes nigérianes et 4.062 mineurs non accompagnées sur les deux années d'après l'OIM Rome, les femmes nigérianes étant passées de 1 454 en 2014 à 11 009 en 2016 et 80% d'entre elles étant des victimes potentielles de traite à des fins d'exploitation sexuelle (OIM, 2017).

² Une centaine de femmes nigérianes sont rencontrées en moyenne sur les maraudes du Bus des Femmes dans le 18^e arrondissement et dans le bois de Vincennes entre 2015 et 2017; avec des pics importants de population aux périodes estivales qui suivent les traversées méditerranéenne plus importantes entre mai et août: 127 femmes nigérianes sont rencontrées lors d'une seule tournée dans le quartier de Château rouge (18^e) à l'été 2016, 167 femmes nigérianes sont rencontrées lors d'une seule tournée au bois de Vincennes à l'été 2017.

³ Si 216 femmes nigérianes sont accompagnées par l'association en 2013, elles sont plus de 430 au local de l'association en 2018 (fin novembre).

Déclaration de l'Oba Ewuare II du 8 mars 2018

Le 8 mars 2018, l'Oba Ewuare II a convoqué les « Chief Priests » et les autres représentants des temples de Benin City pour prononcer un discours sur les serments prêtés dans le cadre de la traite des êtres humains, au cours d'une cérémonie officielle, enregistrée et filmée par les médias nationaux. Deux commandements principaux sont ainsi établis : l'interdiction des cérémonies de serments juratoires (*oath taking ceremonies*) aliénant les victimes de traite à leurs trafiquants et l'annulation des serments réalisés par le passé.

Au pouvoir depuis le 20 octobre 2016, ce nouvel Oba est certes sous pression de la communauté internationale, mais c'est aussi un individu qui connaît bien la réalité de la traite nigériane en Europe grâce à une carrière d'ambassadeur en Suède puis en Italie.

L'Oba de Benin City porte un titre et occupe une fonction hérités du Royaume du Benin (1180-1300). Il est le chef suprême dont l'autorité opère sur tout le territoire du peuple Bini (ou Edo), soit la ville de Benin City et ses environs, jusqu'aux frontières avec les territoires Esan. Au niveau national, l'Oba de Benin City est un « first class king », soit un leader de premier plan reconnu comme tel par la République Fédérale du Nigéria, au même titre que le Sultan de Sokoto, l'Emir de Kano, l'Ooni d'Ile-Ife ou l'Aalaafin d'Oyo, entre autres.

Résumé de la déclaration

La cérémonie a eu lieu dans l'enceinte même du palais de l'Oba, à Benin City. Les divinités liées au palais et au pouvoir de l'Oba, représentées par des statuettes et des fétiches, ont été exposées sur le sol. Certaines n'avaient pas été montrées depuis plusieurs centaines d'années. Devant les *Chief Priests* réunis pour l'occasion ainsi que les médias, présents pour couvrir l'événement, l'Oba a d'abord rappelé que :
"ceux qui trafiquent les filles les obligent aussi à payer une dette. Les filles sont ensuite obligées de se prostituer et ont peur de révéler qui les a fait venir à cause du serment qu'elle ont prêté."

Puis a déclaré :

"A partir d'aujourd'hui, tout le monde doit savoir que ces serments n'auront plus aucun effet, qu'ils ne causeront plus aucun mal aux personnes trafiquées »

Il s'est ensuite adressé « à ceux qui leur ont fait prêter ces serments », affirmant que, « s'ils admettent ils seront pardonnés », mais aussi, que « ceux qui ignoreront cette déclaration seront punis de mort s'ils osent remettre pied en terre Edo »

Il a ajouté que, « peu importe la puissance du prêtre ou de la prêtresse », tous les serments étaient « à présent rompus » et que « quiconque affirmait que la présente malédiction n'est pas suffisamment puissante serait emporté par les divinités de l'Oba dans l'au-delà ».

L'Oba a par ailleurs affirmé qu'il souhaitait « restaurer l'image de l'Etat d'Edo » et qu'il « n'accepterait plus que des actes tels que le trafic humain ternissent cette image », répétant une fois encore que « celui ou celle qui défierait sa malédiction s'exposerait à la mort »⁴.

⁴ Voir la déclaration complète de l'Oba en Annexe. Prononcée en Edo, elle a été traduite en anglais par Precious Diagboya, chercheuse affiliée à l'IFRA.

Le rôle de l'Oba est central dans la vie sociale et religieuse de Benin City et, au-delà, dans l'ensemble de la région Edo. Il a autorité sur tous les temples dédiés aux divinités locales (telles qu'Ayelala, Olokun, Osun ou encore Shango) et si, d'un point de vue pratique, il ne peut contrôler toutes leurs activités, les *Chief Priests* doivent en revanche obéir à ses injonctions ; il existe une hiérarchie entre les temples et l'Oba se place au sommet de celle-ci.

Dans un contexte de corruption généralisée où les services publics sont quasiment inexistant, l'Etat nigérian est considéré comme failli par la majorité des citoyens. Les temples dédiés aux divinités et le système de justice « autochtone » sont alors perçus comme des moyens plus efficaces de régler les problèmes du quotidien. Les temples et leurs *Priests* offrent en effet des services divers et sont très sollicités par les habitants de Benin, notamment pour le règlement des conflits fonciers, les problèmes de dettes ou les disputes conjugales et familiales, dans le cadre desquels les pratiques de serments juratoires sont très courantes.

Jusqu'à la déclaration du 8 mars, les temples - et ceux dédiés à *Ayelala* en particulier - faisaient également prêter serment à des jeunes filles en partance pour l'Europe et convoquaient leurs familles pour recouvrer des dettes contractées dans le cadre de processus de traite. Ces activités, illégales au regard de la loi fédérale nigériane, s'inséraient néanmoins dans des pratiques très anciennes de serments ritualisés que les réseaux de traite utilisaient à leur profit. Associés au détournement de ces pratiques à des fins criminelles, les *Chief Priests* avaient trouvé une nouvelle source de revenus, particulièrement conséquents.

La déclaration de l'Oba du 8 mars a donc rendu ces pratiques illégales aux yeux de la justice « autochtone » Edo et devrait donc avoir mis un terme, théoriquement, à tout serment ou rite lié à la traite et à la prostitution internationale.

La table ronde organisée à Benin avait donc pour objectif de réunir des ONGs luttant contre la traite afin qu'ils échangent leurs expériences et leur analyses de la situation post-déclaration, au Nigéria et en France.



Palais de l'Oba, Benin City, 2018

Impact à Paris

Effets positifs

A Paris, la déclaration de l'Oba a d'abord produit de nombreux effets positifs. L'impact est d'abord libérateur : des femmes décident d'arrêter de payer leur dette⁵, des « madames » (leurs proxénètes) décident de libérer des femmes de leur serment, et l'on observe d'avantage de verbalisation collective des femmes nigérianes victimes de traite entre elles. Si autrefois celles qui ne payaient pas leur dette le cachaient avec honte, elles semblent désormais plus libres d'en parler entre elles dans les lieux publics et privés, plus légitimes de porter un tel discours dans la communauté. On observe donc un important changement dans les normes admises par le groupe : la transgression d'hier n'est plus celle d'aujourd'hui.

Effets négatifs

En parallèle, on observe aussi des effets négatifs. Certaines femmes sont victimes de violence en représailles et certaines « madames », qui refusent l'interdiction de l'Oba, développent un argumentaire pour justifier de leur bon droit et discréditer l'autorité de l'Oba en la matière: le serment avait été prêté avant l'intronisation de l'Oba Ewuare II, l'Oba n'est pas celui qui leur ai venu en aide en les amenant en Europe, l'Oba ne dit pas clairement qu'il ne faut pas payer dans son discours, l'Oba de Benin City n'a pas autorité sur les autres communautés telles que les Esan ou les Igbo également très impliqués dans la traite. Enfin, si certains trafiquants (plutôt parmi les femmes) semblent réellement décider de se retirer de ces activités criminelles, ils laissent ainsi d'avantage de place aux plus virulents et peut-être aux plus violents.

Travail social collectif mis en place

Au regard de ce changement de paradigme, des temps d'échanges collectifs ont été organisés par l'association Le Bus des femmes autour de ces questions. Le premier souci des femmes était la continuité de cette dynamique : comment maintenir/soutenir les effets positifs ainsi produits?

Plusieurs problèmes ont notamment été identifiés comme persistants malgré le discours de l'Oba : la violence des groupes *cultists* et leur usage systématique de la violence à l'égard des familles au Nigeria (comment assurer leur protection ?), la pression opérée par certaines familles sur leurs filles en Europe pour recevoir de l'argent et le désintérêt des autres communautés non Edo impliquées dans la traite vis-à-vis des interdictions prononcées par l'Oba de Benin City.

Un voyage à Benin City étant prévu fin septembre 2018 dans le cadre d'échanges avec les ONG locales de Benin City, s'est dessiné le projet d'établir un canal de communication entre les femmes de l'association et le palais de l'Oba : des lettres et des vidéos ont été réalisées par certaines femmes à l'attention du monarque. Ces messages avaient pour objectif de le remercier mais aussi de l'alerter sur certaines urgences : la lutte contre le *cultism*, le besoin de protection des familles menacées, le changement de comportements des familles et le besoin d'associer les « leaders traditionnels » des autres régions à cette dynamique.

⁵ 40 nouvelles femmes nigérianes sont reçues au local de l'association dès le mois de mars, plus haut pic de l'année 2018 qui enregistre au total une moyenne de 25 nouvelles femmes nigérianes victime de TEH en demande d'aide par mois et une hausse de 10% par rapport à l'année précédente.

Impact à Benin City

Il existe un réseau national de lutte contre la traite nommé Nactal, composé de 15 associations plus ou moins directement concernées par la thématique. Cinq parmi les plus actives étaient présentes à notre réunion de travail : Girls Power Initiative (GPI), IDIA Renaissance, Pathfinders Justice Initiative, COSUDOW et Uromi JDCPI (Justice Development Peace and Caritas Initiatives)⁶.

Les ONG locales mènent des campagnes de prévention contre la traite. Certaines interviennent dans les écoles voire ont des émissions de radio ou de télévision dédiées. Il s'agit plus généralement de parler de traite au sein de thématiques plus générales comme la sexualité, l'estime de soi ou comment apprendre à dire « non » (GPI), apprendre à décider par soi-même (IDIA), l'hygiène (COSUDOW), les questions sociales, le développement, les droits humains, la démocratie, les enfants vulnérables et la capacité d'agir (Uromi JDCPI). L'ONG IDIA Renaissance assiste les femmes victimes de TEH qui rentrent au Nigeria dans leur parcours de réintégration et organisent des formations pour les jeunes filles issues de groupes vulnérables (couture ou cuisine). L'ONG Pathfinders Justice Initiative fournit aussi du conseil juridique. Les uns ne savent pas toujours ce que font les autres. Il y a un manque de coordination des actions, associé à une forte compétition pour accéder aux financements, à la défaveur d'une bonne couverture du territoire de l'Etat d'Edo en matière de prévention.

Les ONG de Benin City observent un impact important du discours de l'Oba sur la société dans son ensemble. Toutefois, ils n'ont aucune idée de l'étendue de cet impact à l'étranger.

Effets positifs

A Benin City aussi, il s'agit surtout d'un impact en matière de verbalisation. La déclaration de l'Oba a eu un grand effet de soulagement pour les ONG et les services de police de Benin City : le secret imposé par les serments était un gros obstacle pour que les victimes leur parlent. D'après l'ONG IDIA, les habitants de la ville en parlaient dès le lendemain sur les places de marché et l'on pouvait observer une certaine excitation, associée au sentiment d'être soutenus. D'après Pathfinders, les femmes qui reviennent de l'étranger parlent d'avantage des maltraitements qu'elles ont subies de la part de leurs « madames », mais aussi de leur passé et des vraies raisons de leur départ, qui ne sont pas uniquement des problèmes économiques mais aussi des problèmes familiaux souvent liés à des situations d'abandon au sein des familles (réel ou ressenti). D'après GPI, les femmes qui ont été rapatriées depuis la Libye ont largement accepté de parler de leur expérience et d'être filmées, elles étaient globalement contentes de la déclaration de l'Oba et ont largement déclaré qu'elles ne voulaient pas y retourner à cause des conditions de vie.

⁶ Blessing EHIOGUINA et May EKIDO pour GPI, Sr Anthonia IYADE pour COSUDOW, Michael IYORIOBHE et Ref Fr Dr Fidelis ARHEDZI pour le JDCPI d'Uromi, Oyemwense ESCHE, Bolatito IYONBAR et Roland NWONA pour IDIA Renaissance, Blessing BASSEY de Pathfinders Justice Initiative

Hypothèses de développements négatifs

Les ONG craignent un déplacement géographique du phénomène vers d'autres localités, vers les régions qui ne reconnaissent pas l'autorité de l'Oba, en dehors de l'état d'Edo ou vers les régions Esan de l'état d'Edo. D'après GPI, les trafiquants ciblent moins les femmes Bini de Benin City, mais d'avantage les femmes Esan, dans les parties l'ouest et l'est de l'état d'Edo, ainsi que et les femmes de la ville d'Agbor, dans l'Etat du Delta. L'ONG d'Uromi confirme en effet qu'il faut que d'autres chefs coutumiers s'engagent dans de telles déclarations, que certains leaders Esan ont fait des déclarations équivalentes mais que leur pouvoir n'est pas comparable dans leur société.

Toutefois, ces derniers observent aussi des changements de modes opératoires avec des femmes qui prêtent serment et entrent dans des relations de servitude pour dette une fois arrivées en Libye, où sont organisées des « *oath taking ceremonies* » par des personnes qui ne sont pas originaires d'Edo State

A Benin City aussi, certains membres de la communauté Edo restent indifférents à l'annulation des serments formulés par le passé, au prétexte que ses derniers avaient été passés sous le règne de l'Oba précédent. Toutefois, les ONG de Benin City expliquent que pour palier à cet argument, l'Oba Ewuare II a utilisé, au moment de sa déclaration, les statuettes de divinités très anciennes, datant de périodes antérieures à son prédécesseur dont l'autorité ne saurait être remise en cause.

Les ONG observent le développement d'autres formes de traite. Parce que la déclaration de l'Oba ne parle que de prostitution, cela n'interdit pas d'autres formes d'exploitation. Pour l'ONG IDIA Renaissance, il s'agit désormais de payer la dette de n'importe quelle manière. Ainsi, les ONG rapportent que certaines femmes revenues de Libye et du Maroc expliquent qu'elles ont dû commencer à rembourser leur dette via la mendicité. Certains décrivent aussi une multiplication d'agences de voyage dans la ville qui cachent en réalité des recruteurs pour des activités de traite à fins d'exploitation domestique au Moyen-Orient.

Autre effet observé à Benin City : les femmes veulent toujours émigrer mais espèrent désormais pouvoir travailler pour elles-mêmes en Europe sans avoir à subir une « madame ». Bien que les ONG essayent de leur expliquer les réalités du marché du travail ou des études en Europe, ils n'arrivent pas toujours à leur transmettre les bonnes informations. Les différences entre les deux systèmes sont telles qu'il reste très difficile pour les jeunes femmes Edo de ne pas croire les recruteurs qui promettent du travail puis des études, parce que ainsi cela fonctionne au Nigéria : les formations professionnelles (en particulier dans le secteur informel) débutent presque toujours par une période de quasi exploitation et de nombreux étudiants ont dû passer par des petits boulots mal payés avant de pouvoir faire des études supérieures.

Les ONG restent très inquiètes quant aux familles pauvres de l'état d'Edo qui restent en demande de solutions économiques rapides, notamment les familles dont les filles sont revenues de Libye et pour lesquelles le projet migratoire a échoué (lesquelles se sont parfois endettées ou toujours redevables des trafiquants). A cet égard, ils observent une réorientation de ces dernières vers les escroqueries Internet (dits « 419 » ou « Yahoo »). D'après GPI, les parents qui n'étaient pas au courant que leur fille était emmenées en Europe à des fins de traite sont très contents du discours de l'Oba, mais ceux qui étaient au courant sont au contraire très en colère parce que leurs filles ne sont désormais plus intéressantes pour les trafiquants qui ne veulent plus les emmener. Certains ayant vendu leurs propriétés pour conclure des accords avec les recruteurs vont jusqu'à demander des compensations pour leur perte.

Enfin, le COSUDOW rappelle que toutes les victimes de traite n'ont pas prêté serment avant de quitter le Nigeria et que le serment n'est pas le seul outil de pression utilisé par les trafiquants. A cet égard, les

ONG observent le développement de l'usage de la menace de diffusion de vidéos des victimes nues sur Internet (mode opératoire également observé en Europe), mais aussi le recours fréquent à la violence et aux pressions sur les familles (visites, intimidations et représailles à leur domicile). A cet égard, les chercheurs de l'IFRA émettent l'hypothèse d'un transfert du pouvoir des serments vers d'autres acteurs : les *cultists* et les familles notamment, au sein desquelles l'utilisation des « Clubs » et des systèmes de tontines associées (osusu) permettant la capitalisation d'argent nécessaire au départ.



Benin City, 2018

Persistence des problèmes socio-économiques favorables à la traite

D'après l'ONG IDIA Renaissance, il ne faut pas être trop rassuré par le discours de l'Oba, parce que les groupes vulnérables à la traite existent toujours au sein d'un contexte socio-économique difficile.

Crise économique et culte de l'argent

A Benin City comme dans tout l'Etat d'Edo, les perspectives professionnelles pour les jeunes restent très limitées et fortement genrées. Les filles sont toutes destinées à des activités saturées telles que la coiffure ou la couture. Les ONG de la ville rencontrent de nombreuses difficultés à transformer cette dynamique.

De plus, les ONG présentent des jeunes qui sont impatients, souhaitant tous et toutes monter des commerces pour devenir eux-mêmes patron(ne)s, recherchant le respect et la reconnaissance dans un contexte de hiérarchisation sociale accrue où celui qui apparaît riche doit être respecté.

D'après Pathfinders, si certaines jeunes femmes ont des diplômes ou des compétences, elles veulent toutes devenir patronnes mais ne peuvent pas ouvrir de commerce faute de capital puis manquent de connaissances pour gérer un commerce une fois celui-ci ouvert. Ainsi, certaines femmes ont vendu leur magasin pour émigrer parce que leur commerce ne marchait pas.

Pour l'ONG IDIA Renaissance, ces problématiques s'inscrivent dans un contexte culturel de culte de l'argent (« *we worship money* ») qui célèbre les gens riches sans que personne ne questionne la provenance de cet argent.

Cette question apparaît notamment dans une étude sur les clubs de femmes menée par l'IFRA⁷. Les chercheuses ont démontré le rôle considérable joué par les clubs de femmes de la ville, dont la richesse des membres est largement ostentatoire lors des événements qu'elles organisent (*hostings*) et dont le prestige s'assoit pour beaucoup sur les success-story de leurs membres envoyées à l'étranger. Pour maintenir leur statut de membres, ces femmes doivent s'acquitter du versement d'importantes sommes d'argent régulières, ce qui peut conduire certaines à s'engager dans des projets de traite avec leurs filles sous l'effet de la pression sociale ou familiale. Pour l'ONG IDIA, il faut que la loi soit appliquée et que ces clubs soient enregistrés.

Plus généralement, le Nigéria est caractérisé par la corruption et l'impunité ; l'Etat n'est pas en mesure d'offrir une quelconque forme de justice sociale et ne peut garantir le respect des droits humains sur son territoire. Les Nigériens évoluent donc de manière individuelle, dans un contexte ultra libéral qui produit de profondes inégalités et des barrières sociales qu'on ne dépasse qu'en migrant.

Une pression sociale importante subie par les filles au sein de leur famille

D'après l'ONG IDIA Renaissance, les femmes ont une place inférieure dans la société Edo, qui reste profondément patriarcale et inégalitaire : les voix des hommes sont plus entendues que celles des femmes au sein des familles et les opportunités restent pour les hommes (« *les garçons vont à la fac, les filles font le ménage* »). D'après GPI, les filles n'ont pas le pouvoir de décider au sein des familles, où même des garçons plus jeunes qu'elles peuvent décider pour elles ; la discrimination de genre reste un grand facteur de la traite et il faut leur apprendre à dire « non ». N'ayant pas accès aux différentes opportunités ainsi prises par les hommes, les femmes vont en chercher d'autres dans une société où envoyer des enfants - surtout des filles - pour travailler à l'extérieur de la cellule familiale est une pratique courante au sein des foyers pauvres ; c'est une façon de subvenir au besoin du reste de la famille. Ainsi, l'ONG d'Uromi rappelle que pour beaucoup de familles il est logique d'envoyer des filles en Europe chez des membres de la famille parce que localement ces pratiques sont très courantes : que cela soit les petites cousines placées chez leur oncle pour aider aux travaux domestiques en échange d'une scolarisation ou bien les petites sœurs qui suivent leurs aînées pour les aider lorsque celles-ci partent vivre chez leur époux.

Dans le cadre de cette réunion de travail, est intervenue K.I., ex victime de traite à Paris contrainte de se prostituer au bois de Vincennes dans le cadre d'une servitude pour dette en 2012. K.I. est rentrée au Nigeria dans le cadre d'un retour volontaire avec l'OFII de Paris, dans l'objectif de se marier avec son petit ami et de quitter la France où elle trouvait les femmes nigérianes trop stigmatisées par la prostitution (« *I was thinking: let me go back somewhere I can have respect* »). K.I. avait quitté le Nigeria dans le but d'aider ses parents. Une fois de retour au Nigeria, elle a cherché à comprendre pourquoi ses parents l'avaient choisi elle plutôt qu'une de ses sœurs et ces derniers lui avaient répondu qu'elle était celle en qui ils avaient le plus confiance pour les aider et ne pas les oublier une fois partie. De retour au pays, elle a bénéficié d'un soutien pour démarrer une pharmacie, elle s'est mariée et elle a eu deux enfants.

⁷ L'IFRA-Nigéria et l'association Les amis du Bus des femmes sont associés au Projet Packing (Protection of Migrants and Asylum seekers, especially Women and Children coming from Nigeria and victims of trafficking), financé par la Commission Européenne et coordonné par ECPAT France. Dans le cadre de ce projet, six chercheurs et chercheuses nigériens ont mené un travail de recherche sur trois groupes d'acteurs de la traite des êtres humains : les clubs de femmes, les groupes cultistes et les temples de Benin City.

Son commerce a bien marché jusqu'à la crise financière de 2015. Depuis lors, elle rencontre beaucoup de difficultés et elle n'arrive plus à soutenir ses parents en plus de sa propre famille. Ces derniers souhaitent qu'elle reparte en Europe. A cet égard, ils ont déjà engagé des démarches sérieuses avec un oncle résidant en Espagne et ont rendu la dote de son mariage à son mari pour pouvoir reprendre leur fille. K.I. nous a expliqué qu'elle ne souhaitait pas du tout quitter le Nigeria, son mari et ses enfants, mais qu'elle se trouve désormais dans un conflit de loyauté vis-à-vis de ses parents auxquels elle n'arrive pas à désobéir. Dans le cadre de ce groupe de travail, elle a appelé à l'aide les ONG présentes et un long débat s'en est suivi, chacun cherchant les moyens possibles pour elle de désobéir à ses parents et de refuser ce second départ pour l'Europe.



Benin City, 2018

Le travail de prévention auprès des familles

Les ONG de Benin City rejoignent le diagnostic des femmes nigérianes du Bus des Femmes sur l'importance du rôle des familles dans les dynamiques de recrutement et le besoin de travailler avec ces dernières pour prévenir la traite. Le rôle des mères est notamment identifié comme central et plusieurs ONG considèrent que la prévention auprès des mères doit être une priorité. Toutefois, certains expliquent que ces problèmes familiaux doivent pouvoir être travaillés également avec les hommes et les garçons des familles, qui, dans la culture Edo, sont censés protéger la maison et les filles. A cet égard, l'ONG d'Uromi rappelle les difficultés de travailler avec des groupes mixtes dans un contexte culturel où les femmes ne parlent pas devant leurs maris.

Dans le cadre des dernières campagnes de prévention auprès des familles, l'usage de vidéos montrant les conditions de vie et de voyage des migrants en Libye et en Mer Méditerranée a été largement rapporté, notamment lors de groupes de sensibilisations auprès des parents. Devant ces images, les ONG rapportent différentes réactions depuis les larmes jusqu'à l'indifférence la plus totale.

Le manque de moyens pour protéger les filles issues de famille qui souhaitent les envoyer en Europe a été rappelé par l'ONG Pathfinders, qui a notamment rapporté le cas d'une jeune fille qui est venue leur demander de l'aide parce que sa mère cherchait à la forcer à émigrer, et dont ils ont perdu la trace, et pour laquelle il aurait fallu une mise à l'abri de six mois ou d'un an.

Pour l'ONG IDIA, ce travail avec les familles se heurte au challenge culturel du respect dû aux parents quelle que soit leurs demandes. A cet égard, les victimes refusent de témoigner ou de porter plainte contre leurs parents.

Pour faire face à ces nombreux défis, toutes les ONG présentes s'accordent pour dire qu'il faut mettre en place un travail de développement social communautaire et participatif qui puisse impliquer les habitants dans des processus de changement d'une manière efficace. De même, les projets d'assistance dans le cadre des retours volontaires ne peuvent se limiter aux seules filles, parce ces dernières deviendront alors le seul soutien de leur famille.

Toutefois, les dynamiques collectives d'émigration à l'œuvre sont considérables et l'ONG d'Uromi rappelle que beaucoup de femmes ont cherché elles-mêmes des trafiquants pour pouvoir quitter le Nigeria, et que 95% des élèves des classes d'école primaire se déclarent prêts à partir à l'étranger. Beaucoup s'interrogent sur les moyens de changer les discours et les représentations sur l'Europe et alertent sur le besoin de le faire dès l'école primaire et de ne pas s'en tenir qu'aux lycées.



Classe de formation cuisine, ONG Idia Renaissance, Benin City, 2018

ANNEXE 1

Audience au Palais de l'Oba

En marge de la table-ronde des associations, la représentante de l'Association Le Bus des femmes, Vanessa Simoni, la directrice de l'IFRA-Nigéria, Elodie Aparad et une chercheuse associée à l'IFRA spécialiste des questions de traite, Cynthia Olufade, ont été reçues par l'Oba de Benin, lors d'une audience officielle, à laquelle assistaient l'ensemble des chefs du palais, l'Olu de Warri, souverain de la région du Delta, ainsi que sa cour, des journalistes nigériens ainsi que des journalistes finlandais.

Cette audience a été l'occasion de transmettre les messages préparés par les victimes de traite en France, qui souhaitent exprimer leur gratitude à l'Oba pour l'annulation et l'interdiction des serments, et qui voulaient également attirer son attention sur les problèmes qui persistent.

Une vidéo rassemblant une dizaine de messages et témoignages filmés a été remise à l'Oba et la lettre d'une ancienne victime lui a été lue. Ces témoignages soulignent l'attitude de certaines « madames », qui refusent de suivre les injonctions de l'Oba, le rôle des *Cultists* (membres de *Cults*, sociétés secrètes ultra violentes, associés aux trafiquants) ou la pression exercées par les familles.

L'Oba a répondu en réitérant les menaces de mort qui pèsent sur les individus qui ne respecteraient pas les interdictions prononcées le 8 mars. Il a également exprimé son soutien aux jeunes femmes victimes de traite en France, demandant aux membres de l'Association Le Bus des femmes et de l'IFRA, de les assurer du soutien de palais.

L'audience, filmée par une équipe télévision nigérienne, a été retransmise le lendemain.



Palais de l'Oba, Benin City, 2018

ANNEXE 2

The Oba of Benin pronouncement against human trafficking (translation from Edo to English)

March 8th, 2018, Oba Palace, Benin City

« They will help them to travel and say they should pay debts. When they reach there, they will look for work, they will use their body to work. While they are there, they are afraid and if caught they dare not reveal who sponsored/trafficked them there because of the oath they took.

From this day forward, I want all chief priests to agree with me that all such oaths will no longer have effects.

“Ise” (« amen », all the people present echo)

All the different oaths that have been taken before being trafficked will do them no harm anymore. All persons that have used people to take oaths, this is the Oba's grace: if they confess, they will be forgiven from this day forward and nothing will harm them.

“Ise” (« amen », all the people present echo)

The second one is, from this day forward, all native doctors (*Oboh*), Chief priests (*Ohen*) and any other person, even pastors who choose to disregard this pronouncement and goes on taking oaths, as long as the person has placed feet on this land, and eats food cooked with palm oil, from this day forward, such a person will run mad and die.

“Ise” (« amen », all the people present echo)

From this day forward, this is my pronouncement, native doctors, Chief priests, men and women, wherever you are in this Edo land or abroad and you have decided to get involved in this kind of trade to spoil the image of Edo state, take your oaths elsewhere and travel away from there. If you dare enter this land after taking the oaths, the Oba's deity will kill you.

“Ise” (« amen », all the people present echo)

I state that men, women, native doctors, chief priests no matter how powerful, anyone that has been tied should be loosed. All things that have been taken from the bodies of those children during oath taking, anywhere they are, as the Oba has untied them, go to your shrines and untie them too, then discard them, so that this curse will not affect you.

If anyone says that this curse is not strong and goes ahead to make fire and reinforce the previous oaths, the Oba's deity will take such a person to the great beyond.

“Ise” (« amen », all the people present echo)

All people of Edo state on this day, I said I should let you know that there are many bad things that Edo state is known for, but the Oba wants to repair the image of the town and will not accept any act that will spoil the reputation of Edo state. The first we are addressing is human trafficking.

The suffering of our children on the road is too much. The suffering there is more than the one here. Many of these children travel and they have no job, we don't want this anymore.

Anyone that has a child that is a trafficker, a trafficked victim, a chief priest or native doctor who makes them swear, you are forgiven for all the ones you have done in the past, but today we put a full stop.

Anyone who does it again, saying he is powerful enough to avert this curse, saying that after doing it he will go and bathe in river Siluko or river Oka, or any other river, or goes to meet a pastor or an Alfa (Islamic cleric) for help, the Oba's deities will kill the person ».

"Ise" (« amen, » all the people present echo)